

Solidaires

Jeunesse et Sports

Déclaration liminaire au CSA Jeunesse et Sports

le 28 mai 2025,

Ne rien voir pour ne rien faire : une tactique collective ?

En préambule, nous vous demandons de faire un point de suivi des actions mises en œuvre pour Mayotte, pour la population et les services qui doivent participer à la reconstruction. En effet, aux vues de l'ampleur des dégâts causés par le cyclone Chihido le 14 décembre dernier, nous savons qu'il faudra engager un effort long de reconstruction des infrastructures et des services publics qui ont été détruits. Nos collègues font face à un quotidien extrêmement difficile et nous souhaitons connaître les mesures d'exception que vous avez prises pour le service ainsi que pour les partenaires associatifs.

Le mépris et l'ignorance

Depuis quatre ans, nous dénonçons l'absorption des services Jeunesse et Sports par l'Education Nationale. Nous constatons tous les jours à quel point cela conduit l'ensemble des services à une décrépitude, une perte de repères et des valeurs qui disparaissent. Rosa Luxemburg disait *"Ceux qui ne bougent pas, ne sentent pas leurs chaînes"*. Il y a une nécessité de dénoncer et de se battre pour nos droits, pour nos métiers et notre secteur.

Alternant entre marche forcée (RIFSEEP, maltraitance des agents, non-respect des "corps" PTP, etc) et petit feu (suppression de lignes sur le BOP 214, les budgets en baisse, voitures de services accaparées ou non-remplacées, etc), l'administration Éducation Nationale semble vouloir éliminer ce qui reste du secteur Jeunesse et Sports. Chaque groupe de travail (GT) proposé par cette administration est la possibilité de devoir affronter des raisonnements mortifères pour notre secteur comme nous l'illustrions récemment lors du GT "Vademecum RH".

Les attaques sont légions et diverses, l'Administration ne manque pas d'imagination et de sournoiserie. En parallèle, la Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, n'a jamais énoncé le moindre programme, la moindre vision pour nos services et ses agents. Force est de constater qu'elle se complait dans son silence et une inaction certaine. La Ministre et son cabinet ne daignent même pas venir en CSA pour rencontrer les organisations syndicales et se confronter ainsi à la réalité. La tactique de l'autruche n'a jamais marché.

Pendant ce temps, l'acharnement idéologique et égocentré du Prince permet le maintien du glouton SNU, en allant croquer dans d'autres crédits d'intervention pourtant bien plus utiles et impliquants, pour les partenaires et les jeunes à qui ils s'adressent. Les séjours SNU continuent d'être des espaces où s'exercent racisme et humiliation. Les partenaires qui ont cru trouver le miroir aux alouettes, n'observent finalement que des corbeaux sur nos plaines. Le piège se referme sur eux et les plonge dans des crises financières catastrophiques.

La réforme des diplômés JEPS maintient sous l'eau les têtes des collègues qui doivent faire face à des usager.es désespéré.es et en colère d'apprendre qu'ils ne pourront pas faire le diplôme envisagé. La qualité des formations n'était pas l'entrée de la réforme qui était la simple application bêta et méchante d'une loi de 2018 faisant tomber le masque d'une soit-disante amélioration des compétences et des conditions de travail des professionnel.les sur le terrain. Dans la continuité du pilotage opaque de cette réforme, toujours aucune information relative à cette réforme à l'œuvre depuis novembre 2024 n'est affichée sur le site du Ministère.

Et dans les services, malgré nos alertes répétées, les conditions de travail des agents se dégradent continuellement : retards de remboursement des frais de déplacement, suppression des formations, surcharge professionnelle, désorganisation de service, maltraitance et harcèlement par des hiérarchies défaillantes...

En Gironde, le DASEN maintient un régime horaire défavorable, pour les collègues administratives de JS qui doivent travailler 3h30 de plus par semaine que leurs collègues de la DSDEN. L'administration locale argumentant même qu'il s'agit de faire appliquer le RI de la DRDJSCS (une structure qui n'a plus d'existence légale depuis 2021). En clair, c'est la réforme OTE, mais sans respecter les droits des personnels. L'abus de pouvoir doit cesser !

En Vendée, depuis 18 mois, les agent.e.s du SDJES sont malmenés et en souffrance. Tout a été fait pour alerter dans les règles la hiérarchie sur une situation qui ne peut plus durer (fiches SST en nombre, audience syndicale, réunions de crise, visite d'une Inspection Générale...). Les collègues sont à bout, les RPS sont bel et bien là aujourd'hui et au-delà du management toxique qu'ils subissent depuis trop longtemps, c'est bien l'inaction de l'administration qui en est responsable. Hier, l'intersyndicale UNSA-FO-CGT-SOLIDAIRES a transmis une alerte à la Rectrice et au Ministère pour demander en urgence une nouvelle animation du service, seule possibilité de recréer de la confiance pour les personnels et les partenaires qui ne cachent plus leur malaise.

En Ile-de-France, l'administration a décidé d'imposer un projet de déménagement autoritaire à des milliers d'agent.es notamment de l'administration centrale, de la DRAJES, en faisant fi de l'avis des besoins et avis collègues, ainsi que des organisations syndicales. Les méthodes de l'administration sont si scandaleuses et abusives, qu'on se croirait dans un scénario de science fiction dystopique. Il est impératif que l'administration cesse ces abus de pouvoir et ce détournement du dialogue social. Entasser les collègues dans des "flex office" et "open space", les priver de bureaux personnels, organiser une pseudo consultation en instrumentalisant des "ambassadeurs" sans donner aucun moyen et pouvoir de décision aux collègues n'est pas acceptable...Voilà autant de pratiques que nous dénonçons et qui s'accompagnent toujours de risques psychosociaux très élevés. L'administration doit impérativement renoncer à ces pratiques moyenâgeuses et se mettre à écouter sans quoi le niveau de mobilisation montera d'un cran : les collègues ne veulent pas choisir la couleur de la moquette, iels veulent des bureaux et des conditions de travail adaptées et dignes.

Au sujet de la formation continue, les dernières discussions avec l'administration et le cabinet de la ministre sur le schéma directeur de la formation ont été très décevantes : de toute urgence, il faut des crédits conséquents et revus à la hausse pour permettre un plan de formation JEPS ambitieux, le remboursement des frais des collègues, ainsi que le maintien des formations en présentiel. La braderie des formations en distanciel n'est pas acceptable.

Aussi, nous alertons l'administration sur les outils défaillants imposés aux organisations syndicales pour écrire aux services et collègues. Le dispositif OSTIC est fortement limité et présente de grosses carences dans plusieurs territoires, services et établissements, qui ne reçoivent pas les communications. Nous soulignons ici que les dysfonctionnements dépassent des contraintes techniques, que nous avons déjà tenté de régler avec les collègues techniciens en charge du dispositif. Ces problèmes sont de l'ordre administratif, voire politique, et ils doivent donc être réglés au plus vite par l'administration. Ces dysfonctionnements sont inacceptables également.

Malgré toutes ces alertes, l'administration reste sourde à nos revendications, préférant ignorer les réalités du terrain. Luxemburg toujours clamait *“la chose la plus révolutionnaire que l'on puisse faire est de proclamer haut et fort ce qui se passe”*.

Que le mirage cesse

Face à cette situation, nous espérons que le mirage Education Nationale, encore porté par des syndicats, cessera rapidement. Nous dénonçons, à ce propos, la légende de l'augmentation des effectifs qui viendrait valider ce choix mortifère pour JS. Mais les faits sont marquants : toujours plus de pression dans les services, toujours plus de collègues en souffrance face à des missions qui augmentent, des chefferies qui ignorent leur place, des DASEN qui mettent la poussière sous le tapis, des départs non remplacés, des compensations de décharge non honorées, stigmatisant dans les services des collègues syndiqué.e.s, des formations empêchées et des IFSE à la tronche du client !

Face à cette situation, nous exigeons :

- La suppression claire, immédiate et définitive du SNU et la réaffectation de ses budgets aux associations et structures d'éducation populaire. L'avenir a besoin d'investir dans la capacité émancipatrice de la jeunesse, pas dans les processus obérant leur capacité à réfléchir.
- L'amélioration des conditions de travail des agents, avec des moyens humains et financiers à la hauteur des missions confiées.
- Il est temps que l'administration cesse de faire preuve de mépris et d'ignorance. Nous ne restons pas silencieux.euses face à cette situation et appelons l'ensemble des agent.es à faire de même pour continuer, malgré les attaques, à défendre un service public de la jeunesse et des sports émancipateur, solidaire et ambitieux.
- l'ouverture d'un travail profond pour préparer le départ de jeunesse et Sports de l'Education Nationale

“Et la vie chante aussi dans le sable qui crisse sous les pas lents et lourds de la sentinelle, quand on sait l'entendre”, Rosa Luxemburg

Des questions, remarques ou idées de génie ?

Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com / 06 86 63 17 91